

THE ROLE OF WOMEN IN WEST AFRICA'S VIOLENT EXTREMIST GROUPS

Jeannine Ella Abatan;

Institute for Security Studies (ISS);

© 2018, INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES (ISS)



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108477-001-Responses to female youth engagement in violent extremist groups in Mali and Niger



Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes violents en Afrique de l'Ouest

12 Octobre 2018

Les groupes visent des objectifs stratégiques en incluant ou en excluant les femmes de leurs opérations.

Impliquées dans de nombreuses attaques perpétrées par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, les femmes semblent jouer un rôle moins direct dans les actions du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), actif dans plusieurs pays sahéliens. La différence de posture de ces groupes quant aux rôles qu'ils attribuent aux femmes, interpelle sur leurs motivations à inclure ou exclure ces dernières de leurs opérations.

Depuis sa création, en mars 2017, le GSIM, fusion de quatre groupes terroristes notoires actifs au Mali – Ansar Dine, Katiba Macina, Al-Mourabitoune et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Sahara – a mené de nombreuses attaques au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Ce groupe a revendiqué l'attaque du 14 avril 2018 contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et l'opération française Barkhane dans la région de Tombouctou. Après cette attaque, l'ancien commandant de la force française, le général Bruno Guibert, a évoqué l'implication d'une femme kamikaze.

L'État islamique en Afrique de l'Ouest n'aurait déployé jusqu'à présent que des kamikazes masculins, mais cela pourrait changer

Deux semaine après, un communiqué du GSIM a démenti cette allégation, indiquant que selon son approche doctrinale les femmes ne participent ni aux opérations ni aux combats. Le groupe mentionne aussi que la « nation musulmane » dispose encore de suffisamment d'hommes vaillants prêts à combattre. Contrairement au GSIM, dans la région voisine du lac Tchad (Cameroun, Nigéria, Niger, Tchad), Boko Haram est connu pour le recrutement – souvent forcé – de femmes dans ses rangs, y compris pour mener des opérations kamikazes. Entre avril 2011 et juin 2017, le groupe a perpétré au moins 434 attentats-suicides, dont 244 par des femmes.

Dans le cas de Boko Haram, l'implication des femmes remonte au début des années 2000. Pour le fondateur du groupe, Mohammed Yusuf, encourager l'adhésion de femmes répondait à un double objectif : élargir la base des membres du groupe et former les femmes à devenir à la fois des épouses pour les insurgés et des mères pour la prochaine génération de combattants. Cette stratégie visait aussi à inciter plus d'hommes à rejoindre le groupe.

Sous la direction de Abubakar Shekau, qui a pris la tête du mouvement à la mort de Mohammed Yusuf en 2009, le groupe a enlevé de nombreuses femmes et filles. Alors que certaines femmes ont volontairement rejoint le groupe, d'autres ont été enrôlées de force. Le groupe aurait ainsi enlevé plus de 2 000 femmes et jeunes filles entre 2014 et 2015.

Les femmes jouent des rôles de soutien tels qu'informatrices, lavandières et cuisinières pour des groupes extrémistes au Mali

Au départ, il apparaît que cette stratégie a été élaborée en représailles à l'arrestation par le gouvernement nigérian en 2012 de membres de familles de militants de Boko Haram, dont les épouses de Shekau.

Plus récemment, la faction de Shekau a utilisé des filles et des femmes, et en particulier les filles de Chibok enlevées le 14 avril 2014, comme outil de propagande et de publicité pour attirer l'attention internationale et exiger auprès du gouvernement nigérian une rançon et des échanges de prisonniers.

En dépit des démentis du gouvernement, les spéculations demeurent quant à un éventuel paiement de rançon pour la libération des filles de Chibok et de celles de Dapchi, enlevées le 19 février 2018 par la faction séparatiste du groupe, l'État islamique en Afrique de l'Ouest, dirigée par Abu Musab Al-Barnaoui.

Certains groupes extrémistes refusent d'utiliser ouvertement les femmes dans des attentats-suicides afin de conserver le soutien des populations locales

Des femmes et filles enlevées ont été mariées à des combattants dans le but d'attirer des recrues masculines. Boko Haram a également utilisé des filles et des femmes comme kamikazes, leur présumée « nature non violente » les rendant moins suspectes.

Depuis la scission de Boko Haram en août 2016, la faction dirigée par Al-Barnaoui n'aurait déployé que des kamikazes masculins. Au regard de l'évolution des rôles attribués aux femmes par le groupe duquel il s'est détaché, cette position de la faction d'Al-Barnaoui pourrait évoluer dans les années à venir.

Contrairement à la faction de Boko Haram dirigée par Shekau, qui est critiqué pour les nombreuses exactions perpétrées de manière indifférenciée sur les populations locales, l'apparent refus du GSIM d'utiliser des femmes dans des attaques kamikazes pourrait s'expliquer par la nécessité de conserver le soutien des populations au sein desquelles le groupe est implanté.

Bien que le groupe ait nié avoir eu recours à des femmes dans les combats, un rapport publié par l'Institut d'études de sécurité a montré que les femmes jouent des rôles de soutien importants dans les activités des groupes terroristes au Mali. Elles sont par exemple informatrices, lavandières ou cuisinières. De plus, en juillet 2018, les services de renseignement maliens ont arrêté une femme accusée d'avoir fourni des engrais utilisés par la Katiba Macina, membre du GSIM, pour fabriquer des explosifs.

L'implication des femmes répond également à des considérations d'ordre pratique. AQMI aurait encouragé ses combattants à se marier au sein des populations locales du Nord Mali afin de s'implanter parmi elles et obtenir leur soutien.

Mokhtar Belmokhtar, l'un des dirigeants du groupe, aurait épousé quatre femmes de différentes familles touaregs et arabes bérabiches afin d'élargir son réseau d'influence. Cela aurait permis à AQMI non seulement de s'intégrer au sein des communautés mais aussi de garantir, grâce à ces alliances, la protection et le soutien de la population locale pendant l'occupation du Nord du Mali et au-delà.

L'implication des filles et femmes dans les groupes extrémistes violents présente des avantages stratégiques et opérationnels importants pour ces groupes. Il est important de comprendre les objectifs stratégiques que les groupes cherchent à atteindre en incluant ou en excluant les femmes de leurs rangs et de leurs opérations, ainsi que les différents rôles qu'ils leur assignent. C'est seulement ainsi que pourront être développées des stratégies adaptées, pour prévenir et contrer l'implication des femmes dans ces groupes.

Jeannine Ella Abatan, Chercheure, ISS Dakar



The role of women in West Africa's violent extremist groups

12 October 2018

There are specific strategic reasons why extremists involve or exclude women and girls from their operations.

The Women's involvement in Boko Haram attacks in the Lake Chad Basin is well known. However, their role in the activities of the Group for the Support of Islam and Muslims (JNIM), operating across the Sahel, appears to be less direct. What makes these groups include or exclude women from their ranks and operations?

Since it was formed in March 2017, the JNIM, a merger of four terror groups in Mali – Ansar Dine, Katiba Macina, al-Mourabitoun and al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) – has carried out numerous suicide attacks in Mali, Burkina Faso and Niger.

The group claimed responsibility for the 14 April 2018 attack on the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali and the French operation Barkhane in the Timbuktu region. Following the attack, then Barkhane commander General Bruno Guibert mentioned the involvement of a woman suicide attacker in the operation.

Two weeks later JNIM published a communiqué to deny the allegation, stating that in its doctrinal approach, women do not participate in operations or in combat. The statement said Muslim nations still had enough men willing to take on combat roles.

Islamic State-West Africa has so far deployed only male suicide bombers, but this could change

Unlike JNIM, in the neighbouring Lake Chad region (Cameroon, Nigeria, Niger and Chad), Boko Haram continues to make headlines for enlisting women, often forcefully, into its ranks and its suicide bombing operations. Between April 2011 and June 2017, the group carried out at least 434 suicide attacks – of which 244 were undertaken by women.

The involvement of women in Boko Haram dates back to the early 2000s. For the group's founder, Mohammed Yusuf, urging women to join the group served two main purposes: it broadened the group's membership, and enabled women to become wives for male combatants and mothers for the next generation of fighters. This strategy was also designed to encourage men to join the group.

Under the leadership of Abubakar Shekau, who took over after Yusuf's death in 2009, Boko Haram began abducting women and girls. While some women voluntarily joined the group, others were forcibly enlisted. More than 2 000 women and girls were allegedly abducted between 2014 and 2015.

Women played supporting roles like being informants, laundresses and cooks for extremist groups in Mali

This initially appeared to be in retaliation to the Nigerian government's arrest of Boko Haram insurgents' family members, including Shekau's wives in 2012. Abducted girls and women, especially the Chibok girls, have been used as propaganda and publicity tools to attract international attention and demand ransom and prisoner exchanges from the Nigerian government.

Despite government denial, there is speculation that ransoms were paid to free the Chibok girls. The same goes for those of Dapchi who were kidnapped on 19 February 2018 by the Boko Haram separatist faction the Islamic State-West Africa (ISIS-WA), led by Abu Musab al-Barnawi.

Abducted women and girls have also been used to attract male recruits by marrying them off to fighters. Boko Haram has also used girls and women as suicide bombers because their supposed 'non-violent nature' presumably makes them harder to detect.

Since the split of the group in August 2016, ISIS-WA has so far deployed only male suicide bombers. However given the evolution of the roles assigned to women by the group from which it splintered, there could be a shift in women's involvement in future.

Some extremist groups refuse to openly use women in suicide attacks in order to retain locals' support

Unlike Shekau's Boko Haram faction, which has been criticised for indiscriminately targeting civilians, JNIM has not openly used women in suicide attacks. This could be because the group wants to retain the support of local populations by aligning itself with norms and expectations of the role generally attributed to women.

Although JNIM has denied using female suicide bombers, an Institute for Security Studies report found that women played various active supporting roles such as being informants, laundresses and cooks for violent extremist groups in Mali. In July, a woman accused of supplying fertiliser to make explosives for Katiba Macina, an ally group within JNIM, was arrested by Mali's intelligence services.

There are other practical reasons for women's involvement. AQIM has reportedly encouraged its fighters to marry into the local population of northern Mali to establish itself among these communities and gain their support.

Mokhtar Belmokhtar, an AQIM leader, married four women from different well-known Tuareg and Arab Berabiche families to expand his network of influence. This not only allowed the group to embed itself within certain communities but ensured protection and support from local populations during the occupation of northern Mali in 2012 and beyond.

The role of girls and women in violent extremism has important strategic and operational benefits for the groups involved. The functions attributed to women and the reasons they are included or excluded must be understood. Only then can appropriate, context-specific strategies to prevent and counter the involvement of women in those groups be developed.

Ella Jeannine Abatan, Researcher, ISS Dakar